



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} janvier 2015.

RDC: le Katanga boude le découpage, affirme Kyungu wa Kumwanza. «Le découpage, qui est une disposition constitutionnelle, est boudée par les Katangais», a affirmé mercredi 31 décembre le président de l'assemblée provinciale, Gabriel Kyungu wa Kumwanza. Il a fait cette déclaration à la clôture de la session parlementaire de 2014.

RDC: Joseph Kabila confirme la tenue d'élections provinciales en 2015. Le chef de l'Etat Joseph Kabila a respecté la tradition, en adressant mercredi 31 décembre dans la soirée à la nation congolaise ses vœux pour la nouvelle année 2015. A travers son message radiotélévisé, le président de la République a annoncé l'organisation, cette année 2015, des élections locales, municipales et provinciales ainsi que du recensement. Il a passé aussi en revue les grands événements qui ont marqué 2014. Il a rendu hommage à tous ses compatriotes qui, d'une façon ou d'une autre, «consolident chaque jour les perspectives d'une croissance économique soutenue et des retombées sociales largement partagées.» Parlant des actions marquantes de l'année passée, Joseph Kabila a souligné «la mise en place d'un gouvernement de cohésion nationale, avec pour missions de nettoyer les poches résiduelles d'insécurité et de créer les conditions de prospérité, l'amélioration de nos performances économiques et le retour progressif de certains fils et filles [du pays] égarés... ». (Radio Okapi)

Sud-Kivu: les FARDC appellent les groupes armés de Minova à désarmer. Le commandant du 101^{ème} Secteur des FARDC basé à Nyabibwe, un centre de négoce situé à 100km au nord-ouest de Bukavu dans le Sud-Kivu, appelle les forces négatives encore actives dans la brousse à déposer leurs armes. Selon lui, l'activisme des groupes armés dans la brousse de Kalehe est à la base de l'insécurité récurrente dans ce territoire. Le président de la société civile locale accuse ces groupes armés de vol des produits agricoles, mais aussi d'érection des barrières illégales.

RDC: Julien Paluku dénonce une «nouvelle forme de terrorisme» au Nord-Kivu. Le gouverneur de province du Nord-Kivu, Julien Paluku, a appelé mercredi 31 décembre le gouvernement congolais et la communauté internationale à une mobilisation tous azimuts pour mettre fin au terrorisme qui s'observe dans le territoire de Beni et qui risque de «constituer une pépinière du terrorisme» dans la région de Grands Lacs. Cet appel est l'un des points saillants de son discours de fin d'année adressé à la population nord-kivutienne, à la veille du nouvel an 2015. «Cette nouvelle forme de terrorisme qui tend à s'installer au Nord-Kivu mérite, non seulement toute l'attention du gouvernement congolais mais aussi celle de la communauté internationale pour que des actions concertées soient initiées comme cela est fait contre la LRA, les islamistes, les Boko Haram et contre toute autre terroriste à travers le monde », a déclaré le gouverneur Paluku. Selon lui, le Nord-Kivu ne mérite donc pas ce silence de la communauté internationale ; «au regard du développement de la situation sur terrain et des centaines des victimes enregistrées en l'espace de trois mois. » Durant cette période en effet, des centaines de personnes ont été tuées de manière atroce par des présumés rebelles ougandais des ADF. Les assaillants utilisent parfois des armes blanches pour dépecer leurs victimes. «Si contre le virus Ebola, nous apprécions la mobilisation des énergies tant nationales qu'internationales, il est tout autant vrai que la même mobilisation s'observe contre le terrorisme qui fait surface à Beni afin que le Nord-Kivu ne devienne ce trou noir à l'intérieur duquel vont se développer des forces centrifuges et ou centripètes pour déstabiliser la région des Grands Lacs africains », a poursuivi Julien Paluku. Le gouverneur du Nord-Kivu a par ailleurs salué la mémoire des victimes de l'insécurité dans sa province, mais aussi des soldats des FARDC et les casques bleus morts au Nord-Kivu, pour la cause de la paix. (Radio Okapi)

Burundi: combats entre l'armée et des assaillants venus de RDC. Au Burundi, de violents affrontements ont opposé toute la journée de ce mardi 30 décembre un important groupe armé en provenance de la voisine RDC aux forces de l'ordre dans le nord-ouest du pays. Les combats se sont déroulés à une soixantaine de kilomètres au nord de la capitale, Bujumbura. Selon un bilan officiel, 14 assaillants au moins ont été tués. L'administration assure néanmoins que la situation est ce soir sous contrôle. Quelque 200 personnes, selon les témoins, sont entrées au Burundi ce mardi matin à l'aube par la commune de Bugunda, à environ 60 km au nord de Bujumbura. Le gouverneur de la province de Cibitoke, dans le nord-ouest du Burundi, évoque quant à lui des dizaines de combattants. Ils voulaient rallier apparemment la forêt de la Kibira qui court sur les sommets de la crête Congo-Nil, une chaîne de montagnes qui partage le Burundi du nord au sud et qui a toujours servi de sanctuaire aux groupes armés pendant la guerre civile dans ce pays, entre 1993 et 2006. Mais ils ne sont pas allés bien loin. Ils ont été interceptés par l'armée burundaise, appuyés par des éléments de la police et une milice locale, dès 7h du matin. Ils ont été finalement « défaits en début de soirée », assure le gouverneur de Cibitoke, Anselme Nsabimana, qui a décompté, personnellement, 14 corps d'assaillants tués. L'armée burundaise, qui a acheminé toute la journée des centaines de soldats en renfort, reconnaît, de son côté, un seul blessé dans ses rangs. (RFI)

Nouvel an : aucun incident majeur enregistré à Bunia et Kinshasa. Aucun incident majeur n'a été enregistré la nuit du réveillon de Saint Sylvestre à Bunia (Province Orientale). La population de cette cité a fêté dans la quiétude grâce à l'intensification des patrouilles de la police. La veille, une caravane motorisée de la police a sillonné toutes les grandes artères pour assurer la sécurité des habitants en cette période de festivité. A Kinshasa, la population a aussi fêté dans la tranquillité. Un dispositif des policiers était déployé le long des artères pour sécuriser la ville.

Nouvel an: certains quartiers de Kinshasa ont fêté sans électricité. Certains quartiers de Kinshasa ont passé les fêtes de nouvel an sans électricité depuis mercredi soir. A Kingabwa par exemple, il y a des familles qui se disent révoltées. Elles n'ont même pas pu jouer la musique pour se faire plaisir. A Delvaux dans la commune de Ngaliema, le courant n'est venu que tard la nuit pour repartir tôt ce matin. Des coupures intempestives ont été observées notamment à Kinsuka et à Ngafani. A Kinkole, les habitants disent que le courant est inexistant. Néanmoins, les communes comme Kasa-Vubu et Kinshasa ont eu du courant mais de faible tension. Une stabilité d'électricité a néanmoins été observée à l'Université de Kinshasa et dans la commune de la Gombe où l'ambiance était à la fête. (Radio Okapi)

Katanga: ambiance morose le jour de l'an dans plusieurs localités. Une ambiance morose a été constatée au réveillon de la Saint-Sylvestre dans plusieurs localités du Katanga. Certaines familles contactées ont expliqué que la majorité de fonctionnaires de l'Etat n'ont pas été payés. Ce qui ne leur a pas permis d'organiser des fêtes. Dans plusieurs localités et dans plusieurs districts, des marchands affirment avoir eu du mal à couler leurs articles.

Vendredi 2 janvier.

Désarmement des FDLR: fin de l'ultimatum de la SADC et de la CIRGL. L'ultimatum lancé par la CIRGL et la SADC aux rebelles rwandais des FDLR pour désarmer volontairement expire ce vendredi 2 janvier. Passé ce délai, des opérations militaires devraient être lancées pour les désarmer de force. Interrogé sur le sort des civils quand ces opérations seront lancées, le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'Onu et coordonnateur des activités humanitaires en RDC, Moustapha Soumaré, a déclaré que des mécanismes ont été mis en place pour accompagner ce processus.

Bas-Congo : un député dénonce le rançonnement des vendeurs du marché de Lufu. Le député Papy Miantenzolo, élu du territoire de Songololo au Bas-Congo, dénonce le rançonnement des vendeurs du marché de Lufu, situé à la frontière avec l'Angola. Il affirme, sans révéler les montants, que certains services de l'Etat exigent des sommes importantes aux commerçants qui exercent dans ce marché très fréquenté notamment par des revendeurs venus de Kinshasa.

Province Orientale: trois attaques armées attribuées à la LRA à Dungu. Trois attaques armées perpétrées par des présumés rebelles de la LRA ont été enregistrées les quatre derniers jours de l'année dernière à Dungu. La société civile de ce territoire de la Province Orientale plaide pour un déploiement de l'armée dans le parc national de la Garamba, où se seraient retranchés ces rebelles ougandais.

Bunia: un militaire tué dans une bagarre entre habitants de deux villages. La tension a été vive jeudi 1er janvier au village Kunda à 14 kilomètres au sud de Bunia dans la chefferie de Babebe à la suite d'une bagarre qui a opposé les habitants de ce village à leurs voisins de Shari. Un militaire de l'armée congolaise a été tué dans la rixe. Tout est parti de la mort d'un négociant d'or du village de Shari dont le corps a été retrouvé jeudi sur la route de Kunda, rapportent des sources locales. Aussitôt informés, des jeunes de Shari

se sont rendus à Kunda, munis d'armes blanches, estimant que le négociant d'or a été tué par leurs voisins. (Radio Okapi)

Début de la 2e phase des opérations conjointes FARDC-Monusco contre les ADF à Beni. La deuxième phase des opérations conjointement menées par les FARDC et les troupes de la Monusco contre les rebelles ougandais de l'ADF a démarré jeudi 1er janvier dans le territoire de Beni. Des sources du commandement de l'opération « Sokola1 » qui ont livré cette information à Radio Okapi indiquent que l'objectif est de neutraliser complètement ces rebelles accusés de massacres de plusieurs civils dans ce territoire du Nord-Kivu.

Mbandaka: un prisonnier tué lors d'une tentative d'évasion. Un détenu de la prison centrale de Mbandaka dans la province de l'Equateur a été tué dans la nuit de jeudi à vendredi 2 janvier alors qu'il tentait de s'évader. La victime, un jeune homme âgé de 23 ans, était poursuivie pour vol qualifié.

Sud-Kivu : l'hôpital de Panzi qualifie l'imposition forcée de la DGI d'injuste. La direction de l'hôpital général de référence de Panzi, dans le Sud-Kivu, dénonce une injustice après que la Direction générale des impôts (DGI) a confisqué plus de 40 millions de franc congolais (plus de 43 000 dollars américains) dans ses comptes bancaires. Le médecin responsable de cette structure, le Dr Denis Mukwege, dit ne pas comprendre pourquoi cet hôpital est le seul soumis à une mesure fiscale particulière, l'impôt sur le revenu professionnel, contrairement aux autres hôpitaux généraux de référence de la RDC soumis, eux, à un régime fiscal de prélèvement à la source par le ministère des finances. (Radio Okapi)

Samedi 3 janvier.

RDC: l'option militaire contre les FDLR est devenue inévitable, selon le Gouvernement. Alors qu'expirait vendredi 2 janvier l'ultimatum lancé aux FDLR par la RDC et ses partenaires internationaux pour déposer volontairement les armes, le gouvernement congolais a affirmé que l'option militaire est désormais devenue inévitable face à ces rebelles hutus rwandais qui n'ont pas désarmé. Dans un communiqué lu à la télévision nationale (RTNC), le ministre de la Justice et Garde des sceaux, Alexis Tambwe Mwamba, a regretté qu'en dépit de toutes les exhortations et incitations diverses, le processus de désarmement volontaire des FDLR n'a pas produit les résultats escomptés.

Katanga: 8 détenus se sont évadés de la prison de Kongolo. Huit détenus se sont évadés dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier derniers, à Kongolo centre, à 390 Km au nord-ouest de Kalemie, dans le Katanga. Selon la police locale, la négligence de l'administration pénitentiaire serait à la base de cette évasion. Elle affirme poursuivre les recherches pour retrouver les fugitifs.

Lubumbashi: des ONG dénoncent une tentative d'assassinat d'un ancien cadre du PPRD. Le collectif des organisations non gouvernementales pour la bonne gouvernance en RDC, basé à Lubumbashi, condamne ce qu'il qualifie de «tentative d'assassinat de Georges Mawine, ancien vice-président national chargé de la jeunesse du PPRD par des personnes armées.» Dans un communiqué de presse publié le 31 décembre dernier, ce collectif estime que cette tentative d'enlèvement et d'assassinat de Georges Mawine à Lubumbashi serait consécutive à sa démission du PPRD et son engagement pour la non-révision de la constitution. Selon Maître Timothée Mbuya, porte-parole du collectif des organisations non gouvernementales pour la bonne gouvernance en RDC «Monsieur Georges Mawine a été empêché d'accéder à son domicile [à Lubumbashi] dans la nuit du 31 décembre par des personnes en civil mais armées de pistolets. Ces personnes l'ont contraint à sortir de son véhicule, ils l'ont ligoté, ils lui ont bandé la bouche et ils se sont mis à le rouer des coups.» Selon lui, il est inacceptable qu'«un acteur majeur de la société qui lutte pour le respect de la constitution soit l'objet de cette attaque, quelques jours seulement après avoir donné son point de vue dans les chaînes de télévision locales.» (Radio Okapi)

RDC: marche du PPRD contre la suspension du maire de Kisangani ? Une marche de protestation de plus cinq cents militants du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) s'est déroulée ce samedi 3 janvier avant-midi au centre ville de Kisangani (Province Orientale). Les manifestants protestaient contre la suspension depuis la veille du maire de la ville, un cadre national du PPRD, par le gouverneur de province. Plus de cinq cents personnes, encadrées par la police, ont pris part à cette marche de protestation contre la suspension du maire de la ville, Augustin Osumaka. L'arrêté du gouverneur de province ne précise pas la durée de cette suspension préventive. Néanmoins, ce document motive cette mesure administrative par la nécessité d'éviter que le maire ne fasse obstruction à la mission chargée d'enquêter sur les accusations de malversation financière de l'entité placée sous sa gestion. Il évoque également l'outrage et la rébellion envers l'autorité provinciale. Pour sa part, un cadre du PPRD a réfuté ces arguments, affirmant plutôt qu'il s'agit d'une mesure politique. (Radio Okapi)

RDC: les opérations militaires contre les FDLR vont débiter «à tout moment», selon le général Wafy. «A tout moment et n'importe où, les opérations militaires pour désarmer par force les rebelles de FDLR, Forces démocratiques pour la libération du Rwanda, vont commencer », a déclaré ce samedi 3 janvier à l'aéroport de Goma le représentant spéciale adjoint du Secrétaire général de l'Onu en RDC chargé des opérations dans l'Est du pays, le général Abdallah Wafy. Pour ce responsable de la Monusco, après le constat fait la veille par les envoyés spéciaux et le gouvernement congolais, il n'y a pas d'alternative à l'option militaire, qui va être mise en œuvre. Il rassure également que des dispositions vont être prises pour que les populations civiles soient protégées.

RDC: agitation politique autour de Moïse Katumbi, le Katangais. Ce week-end, le président Joseph Kabila Kabange consulte à Lubumbashi les notabilités du Katanga. Une rencontre cruciale après ce que d'aucuns ont considéré comme la défection d'un poids lourd katangais, Moïse Katumbi, de la majorité. Cette réunion autour du président Kabila intervient alors qu'Evariste Boshab, vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur est arrivé à Lubumbashi, certainement pour comprendre la volte-face du gouverneur du Katanga. A sa descente d'avion, Evariste Boshab a été très explicite : « Je suis venu faire l'état des lieux de la situation » a-t-il déclaré. Moïse Katumbi Chapwe ne s'est pas déplacé pour accueillir le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur : c'est son adjoint Archibald qui s'est rendu à l'aéroport. Pas de réaction officielle aux propos de Moïse Katumbi Le très populaire gouverneur du Katanga est-il encore convalescent ou bien est-ce la preuve d'un divorce consommé entre lui et la direction de la majorité ? En tout cas le malaise est très perceptible dans la majorité, depuis l'adresse de Moïse Katumbi, le 23 décembre, place de la poste à Lubumbashi, une brève allocution interprétée par beaucoup comme une opposition au maintien du président Kabila au pouvoir après 2016. La majorité elle-même n'a pas encore réagi officiellement aux propos du gouverneur du Katanga. Cette réunion autour du président Kabila intervient aussi au moment où un député honoraire est aux arrêts après avoir pris position contre un éventuel troisième mandat du président Kabila et que d'autres personnes sont menacées. (RFI)

Dimanche 4 janvier.

Beni : les FARDC et la Monusco délogent les ADF d'Abya. Les Forces armées de la RDC (FARDC), appuyées par la Brigade d'intervention de la Monusco, ont repris, samedi 3 janvier, le contrôle de la localité d'Abya, à environ 70 km au Nord-Est de la ville de Beni (Nord-Kivu), après de violents combats avec les rebelles ougandais des ADF. Selon le commandant de l'opération «Sokola II», général Muhindo Akili Mundosi, 5 rebelles ont été tués et 4 autres blessés pendant ces affrontements qui se sont déroulés en plein parc national des Virunga.

Ituri: la localité d'Aveba se vide de ses habitants après l'arrestation de Cobra Matata. La localité d'Aveba, en Ituri (Province Orientale), se vide depuis samedi 3 janvier de ses habitants, après la nouvelle sur l'arrestation du chef milicien de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), Justin Banaloki alias Cobra Matata. Ce chef de guerre a été arrêté, vendredi dernier, par des éléments du secteur opérationnel des FARDC dans la localité de Délé, principale voie de sortie vers le Sud de la cité de Bunia. Une psychose a été observée vendredi soir à Aveba, où les activités sociales et économiques étaient même paralysées. Contacté, un officier de la FRPI dément les rumeurs d'une attaque de son groupe armé et il considère que leur leader est en résidence surveillée.

RDC: l'Abako plaide pour la tenue des élections dans le délai constitutionnel. L'Alliance des bâtisseurs du Kongo (Abako) plaide pour la tenue des élections démocratiques, libres et transparentes dans le délai constitutionnel. Le président général de ce parti de l'opposition, Pierre-Anatole Matusila, a lancé cet appel, à l'occasion de la journée nationale des martyrs de l'indépendance de la RDC, célébrée le 4 janvier de chaque année.

Kasaï-Oriental: déserté après une fouille de la police, la vie reprend à Maatadi. La vie reprend son cours normal, dimanche 4 janvier, dans la localité de Maatadi, secteur de Mpemba, en territoire de Kabeya Kamwanga (Kasaï-Oriental). Depuis la veille du jour de l'an, les habitants de cette cité s'étaient réfugiés dans la brousse. Selon la société civile locale, ces personnes avaient fui une fouille systématique improvisée des éléments de la Police et de l'Agence nationale de renseignements (ANR). « Le jour de réveillon de nouvel an, il y a eu quelques troubles. Il y a eu fouille des maisons au motif qu'ils cherchaient les armes de chasse. Ils ont arrêté des gens, à deux heures du matin, les ont menottés, et ne les ont libérés que l'après-midi du jour suivant. Comme c'était au moment où les agents se préparaient à fêter, ils ont pris fuite et se sont réfugiés en brousse», a affirmé le président de la société civile de Kabeya Kamwanga, Pierre Tshimbila. (Radio Okapi)

Mbuji-Mayi : 2 morts dans un éboulement de mine de diamant à Bipemba. Deux personnes sont mortes, samedi 3 janvier, ensevelies par la terre dans la commune de Bipemba à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Des témoins ont indiqué qu'il s'agirait des creuseurs de diamant dans les parcelles résidentielles, qui seraient

coincés dans les galeries souterraines, après l'effondrement de la mine. Le drame est survenu au quartier Tshitandayi, l'un de trois où des jeunes creuseurs sont de plus en plus à la recherche du diamant dans les parcelles résidentielles, ont poursuivi ces témoins.

Province Orientale : des militaires accusés de plusieurs exactions à Bunia. La population accuse les militaires congolais d'être à la base de l'insécurité dans certains quartiers de Bunia en Province Orientale. Les habitants de cette cité ont dénoncé cette situation, samedi 3 janvier, au cours d'un meeting populaire sur la situation sécuritaire au quartier Ngezi qui abrite un camp des Forces armées de la RDC. Ils ont notamment évoqué des cas d'extorsions, d'assassinat, de vols et de vols armés.

Lundi 5 janvier.

L'hôpital de Panzi et la Direction générale des impôts (DGI) au Sud-Kivu ne s'accordent toujours pas sur l'imposition forcée décidée par l'administration fiscale. La DGI a confisqué 43 millions de francs congolais (près de 46 740 dollars américains) des comptes bancaires de cet établissement hospitalier dirigé par le docteur Mukwege, réputé pour ses soins aux femmes victimes des violences sexuelles. Pour l'administration fiscale, il s'agit d'un recouvrement forcé de l'impôt professionnel sur la rémunération que cet hôpital doit au Trésor public. A l'hôpital de Panzi, on dénonce une injustice. Le Dr Denis Mukwege a déclaré ne pas comprendre pourquoi cet hôpital est le seul soumis à une mesure fiscale particulière, contrairement aux autres hôpitaux généraux de référence de la RDC soumis, eux, à un régime fiscal de prélèvement à la source par le ministère des Finances. Les agents de cet hôpital indiquent qu'ils vont poursuivre ce lundi 5 janvier le sit-in qu'ils organisent depuis quelques jours devant les locaux de la DGI à Bukavu. Ils affirment vouloir continuer de manifester tant qu'une solution durable et satisfaisante ne sera pas trouvée. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: les FARDC et la Monusco délogent les ADF de Mavume. Les Forces armées de la RDC (FARDC) appuyées par la Brigade d'intervention de la Monusco ont pris le contrôle de Mavume (Nord-Kivu) dimanche 4 janvier en fin d'après-midi après de violents combats avec les rebelles ougandais de l'ADF. Selon le commandant de l'opération « Sokola1 », général Muhindo Akili Mundosi, un rebelle a été tué et plusieurs effets de ravitaillement des combattants ougandais ont été récupérés pendant les combats.

Sud-Kivu: les FARDC et la Monusco délogent les rebelles FNL de leurs bases à Ruhoha. Les forces de la Monusco et l'armée congolaise ont récupéré ce lundi 5 janvier toutes les bases militaires contrôlées par les rebelles burundais du Front national de libération (FNL) à Ruhoha dans le Sud-Kivu. Le porte-parole militaire de la Monusco, colonel Félix Basse, l'a déclaré à Radio Okapi. Il a indiqué que ces bases ont été récupérées au terme d'une opération conjointe offensive lancée dans la matinée. « Il s'agit d'une opération conjointe offensive qui a été lancée ce matin aux environs de 6h30 contre les bases des rebelles du Front national de libération déployés dans la province du Sud-Kivu particulièrement sur les plateaux d'Uvira », a expliqué l'officier onusien, avant de préciser : « Nous avons pilonné les bases des rebelles du FNL et avons en quelque temps réussi à contrôler toutes les bases qui étaient déployées dans la localité de Ruhoha. » Le colonel Basse a fait savoir que la force de la Monusco et les FARDC mènent actuellement des opérations de bouclage et de ratissage pour traquer ces rebelles burundais et les neutraliser. Le porte-parole militaire de la mission onusienne s'est félicité du bilan de cette opération, indiquant qu'aucune perte n'a été enregistrée du côté de la Monusco et de l'armée congolaise. Ces rebelles burundais sont actifs dans certaines localités du Sud-Kivu dans la zone frontalière entre la RDC et le Burundi. (Radio Okapi)

Suspension du maire de Kisangani: le PPRD appelle ses militants au calme. Dans un communiqué dimanche 4 janvier, l'inter-fédération du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) appelle ses militants et ses cadres au calme. Cet appel fait suite à la manifestation des militants du parti présidentiel qui ont organisé une marche samedi 3 janvier pour protester contre la suspension du maire de la ville de Kisangani par le gouverneur de province. Le maire Augustin Osumaka est un cadre du PPRD.

Bunia: Cobra Matata transféré à Kinshasa. Le leader de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), Justin Banaloki, alias Cobra Matata, a été transféré lundi 5 janvier dans la matinée à Kinshasa. Son transfert est intervenu trois jours après son arrestation à Bunia par le commandement militaire opérationnelle de l'Ituri pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le chef milicien a été transporté à bord d'un avion de la Monusco.

Joseph Kabila: «En 2016, il n'y aura pas d'hécatombe». Lors de sa rencontre lundi 5 janvier à Lubumbashi avec les notabilités du Katanga, Joseph Kabila a réaffirmé sa volonté de poursuivre le processus de la décentralisation en RDC. Il a demandé à ceux qui ne sont pas pour le découpage territorial de cesser d'imposer leur volonté à l'ensemble de la République. Par ailleurs, «en 2016, il n'y aura pas d'hécatombe. Il n'y aura rien», a-t-il assuré. Le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, et le président de l'assemblée provinciale, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, n'ont pas pris part à cette rencontre. Pendant près d'une heure,

Joseph Kabila s'est adressé en swahili à près d'un millier de personnes. Il a articulé sa communication en deux points: la décentralisation et la situation politique tendue au Katanga. Pour Joseph Kabila, on ne peut parler que lorsqu'on a des mots plus forts que le silence et aujourd'hui il a donc trouvé ces mots. **2016.** Au sujet de ceux qui se demandent sur ce qui va arriver en 2016, année où il doit achever son second mandat présidentiel, le chef de l'État a estimé que parler de 2016 maintenant est «une distraction.» «Il y a ceux qui pensent qu'en 2016, il y aura une hécatombe, tout va brûler. Non, il n'y aura rien. En 2006, il n'y avait rien comme en 2011... En attendant, j'ai un grand travail à faire. C'est ça mon état d'esprit. Celui qui voudra savoir ce qui se passera en 2016, prenons rendez-vous en 2016. J'ai un mandat au bout duquel il me sera demandé de dire ce que j'en aurai fait. Je ne dirai pas qu'il y avait la distraction de 2016», a déclaré Joseph Kabila. Joseph Kabila s'est demandé pourquoi les gens se focalisent plus sur la présidence, oubliant que le Sénat et les Assemblées provinciales fonctionnent hors mandat. Élus à l'issue des élections de 2006, les sénateurs, les députés provinciaux et les gouverneurs n'ont pas été renouvelés faute d'organisation de scrutins en 2011. **Décentralisation.** Sur le plan politique, le chef de l'État a parlé de la réorganisation territoriale et administrative en RDC, «abusivement appelé 'découpage'», dixit Joseph Kabila. Pour lui, la décentralisation n'a pas commencé avec lui. En outre, cette question était votée par voie référendaire. Il a demandé à ceux qui sont contre ce découpage de dire ce qu'ils ont fait pour qu'on n'en arrive pas là. Aucune démarche n'a été entreprise, par exemple, dans le sens de la récolte de signatures par une pétition. Il a aussi demandé si un débat sur cette question était déjà initié au niveau de l'assemblée provinciale du Katanga. Joseph Kabila a tranché, en affirmant que ceux qui sont contre ce processus n'ont pas raison. Il a demandé à ceux qui, par leurs propos, veulent diviser la population de cesser de tels agissements. Le gouverneur de province, Moïse Katumbi, et le président de l'assemblée provinciale du Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, n'ont pas pris part à cette rencontre. Il y a quatre jours, Gabriel Kyungu le président de l'Assemblée provinciale avait indiqué que le Katanga n'était pas encore prêt pour ce découpage territorial, prévu par la constitution mais jamais appliqué depuis 2006. Pour lui, il faut privilégier d'abord le retour de la paix. Joseph Kabila a par ailleurs indiqué qu'en sa qualité de chef de l'État il ne peut pas se mettre à répondre à tous ceux qui s'en prennent à lui. Procéder de cette manière, selon lui, c'est se rabaisser. **Milice et pauvreté.** Concernant l'existence supposée d'une milice au Katanga, le chef de l'État a demandé à cette dernière de s'auto-dissoudre. Désormais, l'autorité de l'État sera ressentie dans la province, a-t-il promis. Sur le plan économique, il a indiqué que le Katanga est l'une des provinces qui a bénéficié de gros investissements, principalement dans le secteur minier. Il n'y a qu'à voir le nombre de camions poids lourds qui quittent cette province chaque jour avec des minerais et qui traversent la frontière de Kasumbalesa vers l'Afrique australe. Cependant, a-t-il déploré, la population locale demeure toujours dans la pauvreté. (Radio Okapi)

Mardi 6 décembre.

RDC : opération conjointe « réussie » Monusco-FARDC contre les FNL au Sud-Kivu. Les casques bleus de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco) ont lancé conjointement avec l'armée congolaise, lundi 5 janvier, une opération offensive contre les rebelles burundais du FNL dans la province du Sud Kivu. En moins de 6 heures, les bases militaires contrôlées par les rebelles FNL sur le plateau d'Uvira ont été récupérées. Martin Kobler, le chef de la Monusco, a salué dans un communiqué ce « succès conjoint » qui est, selon lui, un signal fort pour tous les groupes armés y compris les FDLR.

MLC : polémique autour de la déchéance de Luhaka et la nomination de Bazaïba. La polémique se poursuit au sein du Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba autour de la déchéance de Thomas Luhaka au poste de secrétaire général de ce parti. Thomas Luhaka, nommé vice-Premier ministre dans le gouvernement de cohésion nationale a été remplacé par Eve Bazaïba. Certains membres fondateurs du MLC ont démis M. Luhaka de ses fonctions aussitôt après sa nomination dans le gouvernement Matata II. D'autres par contre continuent à le soutenir. Pour Gustave Kalenga, secrétaire national en charge de la communication de ce parti, il faut détenir une procuration spéciale du président national pour diriger le secrétariat général. Et jusqu'ici, seul Thomas Luhaka le détient, soutient-il.

Nord-Kivu: Human Rights Watch réclame l'arrestation du chef milicien Cheka. Dans un communiqué publié mardi 6 janvier à Goma (Nord-Kivu), Human Rights Watch réclame l'arrestation du chef de guerre Ntabo Taberi Cheka, dont la milice Nduma défense of Congo (NDC) est accusée de plusieurs exactions contre les populations civiles dans cette province. Pour cette organisation internationale de défense des droits de l'homme, un « simple mandat d'arrêt ne suffira pas à contraindre un chef rebelle comme Cheka à cesser de commettre des atrocités ».

Equateur: Henri-Thomas Lokondo annonce sa candidature au governorat. Député élu de Mbandaka, Henri-Thomas Lokondo annonce sa candidature au poste de gouverneur de la province de l'Equateur. Il a fait cette annonce, lundi 5 janvier, à Kinshasa. Le candidat à la candidature au poste de gouverneur a demandé au gouvernement et à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de s'atteler à organiser ce scrutin

dans le délai constitutionnel pour éviter de prolonger l'intérim et le régime des affaires courantes en Équateur.

Sud-Kivu: une centaine d'infirmiers réclament leurs salaires et primes. Une centaine d'infirmiers de la zone de santé des hauts plateaux d'Uvira, dans le Sud-Kivu, sont en grève depuis le 20 décembre dernier. Sur les 23 centres de santé que comprend cette zone sanitaire, seulement deux sont opérationnels. Ces infirmiers réclament leurs salaires et primes de risque dont ils disent n'avoir jamais bénéficié depuis la création de leur zone de santé en 2007. Entre-temps, les conséquences de cette grève se font déjà sentir : deux femmes enceintes et un enfant sont morts dans les centres de santé de Katanga et de Kateja.

Ituri : 4 jeunes retrouvés morts au cachot du parquet à Bunia. Arrêtés le 26 décembre dernier, quatre jeunes ont été retrouvés morts, le week-end dernier, au cachot du parquet de grande instance à Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale). Ces jeunes, tous originaires du village Dr`dza, en collectivité de Walendu Pitsi, étaient soupçonnés d'être impliqués dans le meurtre de deux policiers brûlés vifs dans leur localité. Les parents des victimes accusent les policiers de garde de les avoir torturés pour venger deux de leurs compagnons d'armes brûlés vifs par la population au village de Dr`dza, en territoire de Djugu. Ils estiment également que leurs proches étaient soumis à des tortures corporelles par les policiers pendant leur transfert au parquet de grande instance de Bunia. Selon eux, la police avait empêché à leurs enfants de bénéficier de vivres au cachot. Ils exigent ainsi qu'une enquête soit diligentée et que les auteurs de ces tortures soient arrêtés et déférés devant la justice. (Radio Okapi)

RDC: Ban Ki-moon recommande la réduction de la force de la Monusco. Le Secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, recommande une réduction de 10% des effectifs militaires de la Monusco sur le territoire congolais, soit de 20 000 hommes à 18 000. Selon l'Agence France Presse, Ban Ki-moon a fait cette recommandation, le week-end dernier, dans un rapport qui, du reste, n'est pas encore publié mais transmis au Conseil de sécurité dans la perspective du renouvellement du mandat de la Monusco en mars prochain.

Kasaï-Oriental: accrochages entre civils et policiers à Kabeya Kamwanga. Une bagarre rangée a opposé, lundi 5 janvier soir, une partie de la population de Keena Nkuna, chef-lieu du territoire de Kabeya Kamwanga (Kasaï-Oriental) aux éléments des services spéciaux de la police. La cause de cette altercation n'est pas encore bien élucidée. Toutefois, le calme a été rétabli tard dans la soirée, grâce à l'intervention des militaires des FARDC, qui ont dispersé la population en tirant de coups de feu en l'air.

Nord-Kivu: inquiétude de la population de Walikale après le départ des FARDC. Depuis le 31 décembre 2014, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont commencé à dégarnir certaines de leurs positions dans les groupements d'Utunda et d'Ihana dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Le Bureau d'études et d'appui au développement du territoire de Walikale (Bedewa) s'inquiète à propos de la sécurité des populations civiles. Selon cette structure, l'on signale déjà le déplacement de plusieurs personnes par peur des représailles des groupes armés actifs dans la zone. Les responsables militaires locaux, qui confirment l'information, indiquent que d'autres troupes FARDC arrivent incessamment dans cette région.

RDC: la VSV dénonce l'enlèvement d'une dizaine d'opposants politiques à Kinshasa. La Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme (VSV) proteste contre l'enlèvement mardi 6 janvier à Kinshasa «d'une dizaine d'opposants au régime du président Joseph Kabila par des policiers armés et d'autres personnes qui étaient à bord d'une jeep de la Police nationale congolaise (PNC).» Parmi les personnes enlevées, cet ONG cite le professeur Kalele Ka-Bila, président Front pour un nouveau type de congolais et Jean-Félix Senga, secrétaire général de l'Ecidé. Dans un communiqué parvenu mardi soir à Radio Okapi, la VSV précise que «les opposants politiques ont fait l'objet d'enlèvement [au quartier] Kingasani dans la commune de Kimbanseke pendant qu'ils distribuaient à la population des invitations à un meeting de l'opposition politique prévu dimanche 11 janvier 2015, à l'esplanade du terrain du stade des Martyrs de la Pentecôte de Kinshasa.» Selon la même source, ce meeting a pour objet «d'informer la population sur l'état de la nation, réitérer leur opposition à la révision de la constitution et enfin demander le rejet en bloc de l'Office national d'identification de la population (Onip).» Le directeur exécutif de la VSV, Dolly Ibefo, dénonce ce qu'il qualifie d'«intimidation frisant le retour des dérives totalitaires en RDC» et de libérer les personnes arrêtées, et qui sont détenues au camp militaire Kokolo. (Radio Okapi)

Mercredi 7 janvier.

Traque des FDLR: le député Munubo plaide pour l'implication des leaders locaux. Les leaders locaux du Nord-Kivu devraient être impliqués dans la sensibilisation pour accélérer le désarmement et le rapatriement des rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). C'est ce qu'a souhaité mardi 6 janvier le député Juvénal Munubo Mubi élu au Nord-Kivu. L'ultimatum de la SADC

et de la CIRGL pour un désarmement volontaire de ces rebelles a expiré le 2 janvier dernier. Les dirigeants de la région vont se retrouver à la mi-janvier pour déterminer les actions à mener contre les réfractaires au désarmement.

Beni: les FARDC et la Monusco poursuivent la traque des ADF. Les opérations conjointes FARDC-Monusco contre les rebelles ougandais des ADF actifs dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) se sont poursuivies mardi 6 janvier. Le général Jean Baillaud, commandant par intérim des forces de la Monusco, et le général Étienne Kasereka, commandant adjoint en charge des opérations de la 3e zone de défense des FARDC, ont visité quelques positions sous contrôle de l'armée et des casques bleus. Ces derniers sont déterminés à neutraliser définitivement les ADF, a réaffirmé le général Baillaud.

MLC : Eve Bazaïba présente les documents légaux de sa nomination. La députée nationale Eve Bazaïba, secrétaire général du Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba, a présenté mardi 6 janvier à Radio Okapi les documents signés par le président de son parti, avec la mention du complexe pénitentiaire de La Haye, la désignant à ce poste. Elle réagissait ainsi à des accusations selon lesquelles elle ne disposait d'aucun document légal la nommant à ce poste occupé jusque décembre dernier par Thomas Luhaka, devenu depuis vice-premier ministre chargé des Postes, Téléphones et NTIC. Pour Mme Bazaïba, les statuts et règlements de ce parti jugent incompatibles la fonction de secrétaire général et de membre du gouvernement, sans autorisation du collège des fondateurs. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : les agents de l'hôpital de Panzi ont assiégé la DGI. Une centaine d'agents de l'hôpital général de référence de Panzi à Bukavu (ud-Kivu) ont assiégé, mardi 6 janvier, les installations de la Direction générale des impôts (DGI). Ils protestent contre le gel des avoirs de cette formation hospitalière et le prélèvement de l'impôt sur le revenu professionnel.

Sénat : débat sur le projet de loi sur l'entrepreneuriat. Le ministre des Finances, Henri Yav Muland, a présenté mardi 6 janvier au Sénat, le projet de loi sur la modernisation et entrepreneuriat en République démocratique du Congo (RDC). L'auteur de ce texte a indiqué que cette loi permettra l'émergence de la classe moyenne. Selon lui, le texte a été élaboré dans le but de répondre au défi du développement d'un entrepreneuriat national. Ce projet de loi permettra aussi à la population de participer à l'essor économique du pays, a ajouté Henri Yav Muland. Certains sénateurs ont salué cette initiative. D'autres ont proposé l'harmonisation de certaines dispositions, en vue de rendre cette loi efficace.

Matadi : les activités paralysées suite à la grève des transporteurs. Les activités sociales et économiques sont restées paralysées dans la ville de Matadi (Bas-Congo) suite à la grève des transporteurs déclenchée mercredi 7 janvier. Les grévistes s'insurgent contre les tracasseries policières. Selon les chauffeurs des véhicules de transport en commun, les policiers de roulage leur exigent l'autorisation de transport et l'expertise « à tout moment ». Face à cette situation, le maire de la ville a organisé une réunion au cours de laquelle il a regroupé les représentants de la Police de circulation routière (PCR) et ceux de l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO). L'autorisation de transport et l'expertise ne seront pas exigées par la police de circulation routière de Matadi jusqu'au mois de mars et tout paiement des taxes routières sera fait auprès des agents de la Direction générale des recettes domaniales administratives, judiciaires e de participation (DGRAD) qui seront affectés à chaque poste de perception. Trois commandants de la PCR ont aussi été suspendus, à l'issue de cette rencontre.

RDC: Martin Kobler définit les priorités de la Monusco en 2015. La Monusco se fixe trois priorités pour l'année 2015. Il s'agit des opérations militaires contre les rebelles rwandais des FDLR, du développement économique de l'Est du pays et de la mise en œuvre des accords d'Addis-Abeba. Le chef de la Monusco, Martin Kobler, l'a annoncé mercredi 7 janvier lors de la conférence hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa.

Beni: le général Bisengimana annonce la solde aux policiers impayés depuis des années. Le gouvernement congolais vient de débloquer la solde des plusieurs policiers déployés de Beni au Nord-Kivu, a annoncé le commissaire général de Police nationale congolaise (PNC), le général Charles Bisengimana, lors d'une causerie morale mercredi 7 janvier dans la ville de Beni. Devant lui, des centaines des policiers ont dénoncé leurs mauvaises conditions de travail: absence d'armes et d'équipements et le non-paiement de leur solde depuis plusieurs années, etc.

RDC: des membres du Gouvernement accusés de violation de la constitution. Le Procureur général de la République devrait poursuivre en justice tous les membres du Gouvernement qui continuent à assumer des responsabilités au sein de leurs partis politiques, ont recommandé mercredi 7 janvier certains juristes et professeurs d'université. Il s'agit notamment d'Antoine Makay et André Mbata, qui dénoncent une violation flagrante de l'article 97 de la constitution en invitant les concernés à démissionner.

Jeudi 8 janvier.

RDC: Mwenze Kongolo dénonce une «tentative de créer un autre mandat présidentiel». Le parti kabiliste recommande au gouvernement congolais de privilégier l'organisation crédible de l'élection présidentielle, en lieu et place d'un recensement de la population. Dans une déclaration faite à la presse ce mercredi 7 janvier pour marquer sa rentrée politique, le président de ce parti d'opposition, Mwenze Kongolo, a accusé ceux qui sont au pouvoir de vouloir «créer un autre mandat présidentiel.» Mwenze Kongolo a dénoncé «des manœuvres dilatoires de la part du pouvoir», qui veut, selon lui, procéder à tout prix au découpage territorial et au recensement dont le processus risque de s'avérer très long: «Le découpage, et même le recensement, c'était décidé depuis Sun City [lors du Dialogue intercongolais tenu en 2002 en Afrique du Sud]. Ça fait combien d'années ? Plus de dix ans ! On n'a jamais fait ça. Personne n'en a même parlé. Maintenant on veut utiliser le recensement pour prolonger le mandat. Nous serons là sur la route. On doit marcher!» Pour le chef du parti kabiliste, amorcer le processus de recensement maintenant constitue «une tentative flagrante de créer un autre mandat présidentiel, parce que la majorité sait que son mandat va se terminer en 2016.» (Radio Okapi)

Katanga : des filets de pêche prohibés détruits à Kalemie. Près de 200 filets de pêche à petite maille ont été prohibés la semaine dernière dans le territoire de Kalemie au Katanga. L'opération s'est déroulée au cours des patrouilles conjointes de surveillance des activités de pêche sur le lac Tanganyika. Une initiative de l'Autorité du lac Tanganyika, instance qui regroupe le Burundi, la Tanzanie, la Zambie et la RDC. Pour mener à bien la surveillance du lac Tanganyika, le plus poissonneux du pays, les 4 pays membres selon leurs affinités linguistiques. Les Burundais ont travaillé avec les Congolais et les Zambiens avec les Tanzaniens. En douze jours de surveillance, environ 200 filets prohibés ont été saisis et détruits sur le littoral congolais.

Traque des FDLR: plaidoyer pour la mise en place des sites d'accueil pour les civils. Plusieurs organisations du territoire de Walikale au Nord-Kivu demandent au gouvernement et à ses partenaires de définir des zones d'accueil des civils avant le lancement des opérations contre les rebelles rwandais des FDLR. Des sources locales indiquent que des habitants commencent à fuir leurs localités pour se mettre à l'abri dans de grandes agglomérations en vue d'éventuelles opérations armées contre ces combattants rwandais.

Equateur: les jeunes patriotes kabilistes soutiennent la révision constitutionnelle. L'Union des jeunes patriotes kabilistes (UJPK) se dit «convaincue de la nécessité de réviser certains articles de la Constitution ». Le président de cette plate-forme affiliée à la Majorité présidentielle (MP), Joël Ilangila, l'a déclaré mercredi 7 janvier dans une interview à Radio Okapi, mais n'a pas cité les articles concernés. Cette association soutient aussi le processus de décentralisation en République démocratique du Congo (RDC).

Kasaï-Oriental : deux chefs coutumiers se disputent le pouvoir à Lubefu. M. Osango Ndjoki, diamantaire et homme d'affaires, et M. Longonya Tongole, successeur du chef Tongole (décédé), sont en conflit de succession dans le groupement de Longonya Divé, en territoire de Lubefu (Kasaï-Oriental). Dans une interview accordée mercredi 7 janvier à Radio Okapi, le commissaire adjoint de district du Sankuru, Amedée Mudimbi Zaïna, accuse Osango de tentative d'usurpation de pouvoir coutumier.

Equateur : Arthur Sedea Ngamo annonce sa candidature au poste de gouverneur. Le député national Arthur Sedea Ngamo Zabusu a annoncé, mercredi 7 janvier, son intention de déposer sa candidature au poste de gouverneur de l'Equateur. Il dit répondre ainsi à l'appel de la population de l'Equateur qui attend de lui un vent nouveau pour la cohésion des filles et fils de la province de cette province.

Nord-Kivu: 4 transporteurs qui étaient retenus otages sont relâchés. Quatre transporteurs dont deux Ougandais ont été relâchés, mercredi 7 janvier, par leurs ravisseurs quatre jours après leur enlèvement dans le territoire de Rutshuru, à 80 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Selon l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO) à Kiwanja, les otages ougandais ont été libérés à Bubare, moyennant une rançon de 5 000 dollars américains versée par leur agence, tandis que les Congolais ont été relâchés à Ishasha.

Opération contre le FNL: le professionnalisme des FARDC et de la Monusco salué à Uvira. La société civile d'Uvira salue le professionnalisme des Forces armées de la RDC et de la Monusco dans la traque contre les rebelles burundais du Front national pour la libération (FNL) dans les Hauts plateaux de ce territoire du Sud-Kivu. Les membres de cette structure ont exprimé leur satisfaction, jeudi 8 janvier, au cours d'une rencontre à Uvira-Centre (Sud-Kivu).

RDC: les députés de l'opposition rejettent la révision de loi électorale. Réunis en conclave jeudi 8 janvier au Palais du peuple à Kinshasa, les députés de l'opposition ont dit «non» à l'examen du projet de loi modifiant la loi électorale, principale matière de la session extraordinaire. Selon eux, la seule finalité de cette loi déposée par le Gouvernement est de «confisquer le pouvoir» par le prolongement du mandat du chef de

l'Etat Joseph Kabila, qui ne devrait plus briguer un troisième mandat en 2016, selon la constitution de la RDC.

Bandundu: les retraités du ministère de l'Environnement dénoncent des irrégularités dans leur paie.

Les agents et cadres retraités du ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme des territoires de Masi-Manimba, Idiofa, Gungu, Popo-Kabaka et Kasongo-Lunda et ceux de la ville de Kikwit (Bandundu) dénoncent les irrégularités constatées dans le paiement de leurs allocations de fin carrière et autres frais. Ils ont exprimé leur mécontentement, jeudi 8 janvier, dans un entretien à Radio Okapi.

RDC: appel de Ban Ki-moon à combattre contre les FDLR. Le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a appelé mercredi le président congolais Joseph Kabila, à lancer une offensive contre les rebelles hutus rwandais des FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) présents dans l'est de la RDC.

Découpage territorial: les députés divisés sur les cas de Kolwezi et Sankuru. L'Assemblée nationale a examiné et voté des articles de la loi fixant les limites de nouvelles provinces de la RDC. Elle a cependant décidé de surseoir au vote des articles concernant l'appartenance du territoire de Kolwezi (Katanga) et le chef-lieu de la future province du Sankuru. Cette décision a été prise en vue préserver la paix et baisser les tensions entre les députés concernés.

Vendredi 9 janvier.

Jean-Claude Muyambo : «Nous voulons qu'il y ait alternance politique en 2016». Le président national de la Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (Scode), Jean-Claude Muyambo, demande que cessent les intimidations et menaces contre ceux qui s'opposent à la révision constitutionnelle en RDC. A travers une communication politique de son parti, jeudi 8 janvier, il a souhaité «qu'il y ait l'alternance politique en 2016» en RDC.

Martin Kobler et Julien Paluku réaffirment la nécessité de neutraliser les FDLR. Le chef de la Monusco, Martin Kobler, et le gouverneur de province du Nord-Kivu, Julien Paluku, se sont concertés jeudi 8 janvier à Goma pour harmoniser les préparatifs et les mesures d'accompagnement des opérations militaires visant à désarmer de force et à neutraliser les rebelles hutus rwandais des FDLR. Les deux responsables ont reconnu la complexité de ces opérations mais ont souligné la nécessité d'en finir avec ces rebelles étrangers. Le gouverneur Paluku a appelé toute la population du Nord-Kivu à collaborer avec les FARDC et la police. Il les a également invités à dénoncer toute présence et tout mouvement des éléments des FDLR qui tenteraient de se cacher dans leurs villages et quartiers : «Si la population coopère, il n'y a pas un seul FDLR qui peut arriver dans une parcelle sans qu'il ne soit connu par la population. C'est cela que nous demandons. Et nous avons instruit tous les administrateurs de territoire, tous les chefs de chefferie, de secteur et de village de commencer à faire un recensement administratif à leurs niveaux et que, à la moindre présence d'un élément nouveau, que ce dernier soit signalé.» (Radio Okapi)

Sud-Kivu: un chef milicien se rend à l'armée. Nyanderema, le chef de la milice Raïa Mutomboki qui porte son nom s'est rendu, jeudi 8 janvier, à l'Etat-major de la 33^e région des Forces armées de la RDC (FARDC), dans la localité de Luizi, en territoire de Kabare, à plus de 60 km de Bukavu (Sud-Kivu). Il était accompagné de neuf de ses hommes, 12 armes, et une trentaine de cartouches. Il a été acheminé à Bukavu, selon des sources militaires.

Equateur : l'UNC dénonce « la lenteur » dans l'organisation de l'élection du gouverneur. L'Union pour la nation congolaise (UNC) dénonce « la lenteur » du processus de l'élection du nouveau gouverneur de l'Équateur. Le président fédéral de ce parti de l'opposition, Gérard Intamba, a condamné jeudi le gouvernement central qui, selon lui, tarde à notifier la Commission électorale nationale indépendante (ceni) pour qu'elle organise ce scrutin.

Traque contre les FNL: plus de 2 000 déplacés à Uvira. Plus de 2 000 personnes ont fui les affrontements entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les rebelles burundais des Forces nationales de la libération (FNL) et vivent difficilement dans les localités de Kakuku et Kihuha, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Ces deux localités d'accueil sont situées à plus de 200 Km au Sud-Ouest de Bukavu dans la province du Sud-Kivu.

Kinshasa : la Ceni invite les électeurs à consulter les listes électorales provisoires. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) invite les électeurs de Kinshasa à consulter les listes électorales provisoires affichées dans les différents sites électoraux pour vérifier leurs noms. Selon André Pungwe, vice-président de cette institution, les Kinois ne se pressaient toujours pas à deux jours de la clôture de cette opération qui s'achève samedi 10 janvier dans la capitale congolaise.

Katanga : multiples problèmes sanitaires à la prison centrale de Kalemie. La prison centrale de Kalemie est confrontée à plusieurs problèmes sanitaires, dont des épidémies de dermatose, de gastrite ou encore de tuberculose parmi les prisonniers. Quatre détenus sont déjà morts dans des causes restées jusque-là floues. La directrice de la maison carcérale appelle les autorités sanitaires locales à initier des visites médicales dans cette prison.

Nord-Kivu : un journaliste de la RTNC agressé à Goma. Le journaliste Ahmadi Chiru Chiru a été poignardé à la tête, jeudi 8 janvier, par deux hommes armés non identifiés. Le délégué principal et chef de section « Informations en langues nationales », à la télévision publique estime qu'il s'agit simplement d'un acte isolé.

RDC : le gouvernement déterminé à créer une classe moyenne. Le gouvernement congolais est déterminé à relever le défi du développement d'un entrepreneuriat national ainsi que de l'émergence d'une classe moyenne. Le ministre des Finances, Henry Yav, l'a affirmé jeudi 8 janvier lors de sa réplique au Sénat à propos de la loi sur la promotion de l'entrepreneuriat national.

RDC: l'Onu en appelle à la neutralisation des FDLR. Le Conseil de sécurité des Nations unies rappelle la déclaration de son président du 5 novembre 2014 et se dit de nouveau profondément préoccupé par l'insécurité et la crise humanitaire dans l'Est de la RDC. Une crise qui résulte des activités de groupes armés tant nationaux qu'étrangers. Il en appelle à la neutralisation tous les groupes armés, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

RDC: la traque des FDLR «s'effectuera au meilleur moment», affirme Lambert Mende. Le désarmement forcé des rebelles rwandais des FDLR reste la seule option en ce moment. Le gouvernement congolais l'a encore rappelé vendredi 9 janvier, précisant toutefois qu'il ne mènera pas cette opération pour se conformer à des pressions extérieures. Au cours d'une conférence de presse à Kinshasa, le porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende, a précisé que ce désarmement forcé s'effectuerait au meilleur moment et sous la forme la mieux appropriée, au regard de tous les paramètres à la disposition des FARDC et autres services de sécurité congolais.

Affaire Chebeya: Paul Mwilambwe poursuivi par la justice sénégalaise. La justice sénégalaise a ouvert, jeudi 9 janvier, un dossier judiciaire contre le Congolais Paul Mwilambwe, accusé d'avoir participé dans l'assassinat de deux activistes des droits de l'homme, Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, en juin 2010 à Kinshasa. Floribert Chebeya et Fidèle Bazana avaient été assassinés, au terme d'un rendez-vous avec l'ancien inspecteur général de la police nationale, général John Numbi.

Kinshasa: le Cardinal Monsengwo paie les factures médicales d'une dizaine d'enfants. L'archevêque de Kinshasa, Cardinal Monsengwo Pasinya a payé, vendredi 9 janvier, les factures des soins médicaux d'une dizaine d'enfants qui étaient bloqués dans des hôpitaux de la ville.

La chasse a repris au Maniema. Le ministre provincial de l'agriculture, pêche et élevage du Maniema a annoncé le week-end dernier la reprise des activités de chasse dans sa province. La chasse était interdite les trois derniers mois pour permettre aux espèces animales de se reproduire.

Samedi 10 janvier.

RDC: l'Assemblée nationale adopte la loi fixant les limites de nouvelles provinces. Les députés ont adopté, vendredi 9 janvier, la loi fixant les limites des provinces dans sa globalité. Selon cette nouvelle loi, la RDC doit compter vingt-cinq provinces plus la ville de Kinshasa. Cette disposition prévue dans la constitution de 2006 n'a jamais été appliquée. Les dernières discussions des députés tournaient autour de la détermination du chef-lieu de la future province du Sankuru et de l'appartenance du territoire de Kolwezi. Lusambo a été retenu comme chef-lieu du Sankuru alors que Kolwezi fera partie de la province de Lualaba. Le député Mayo Mambeke, président de la commission Aménagement du territoire, salue l'adoption de cette loi qui « nous a pris 4 sessions ordinaires et cette session extraordinaire ». (Radio Okapi)

RDC: vive tension entre FARDC et miliciens FRPI à Aveba. Les habitants d'Aveba dans la collectivité de Walendu Bindi sont priés par l'armée congolaise de quitter cette localité située à 80 km au Sud de Bunia (Province Orientale). Une vive tension s'observe entre les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et les militaires congolais dans cette localité. Les forces loyalistes demandent aux miliciens de déposer les armes, faute de quoi ils seront désarmés de force. Le commandant des Forces de la Monusco, général Dos Santos Cruz, a rencontré séparément les deux parties, vendredi 9 janvier, pour leur communiquer le souci de la mission onusienne de voir le processus de reddition des miliciens s'effectuer sans affrontements armés.

Lambert Mende: « Ce n'est pas au docteur Mukwege qu'on demande un impôt ». Au cours d'une conférence de presse organisée vendredi 9 janvier à Kinshasa, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, est revenu sur le prélèvement de l'impôt professionnel sur les rémunérations des employés de l'hôpital de Panzi. Il a déclaré qu'il n'y avait pas d'acharnement sur le docteur Mukwege, qui dirige cet établissement hospitalier réputé pour ses soins aux victimes des violences sexuelles.

Nord-Kivu: l'armée se redéploie sur l'axe Walikale-Masisi. L'armée congolaise s'est redéployée cette semaine dans certaines localités situées sur la route Walikale-Masisi dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Les militaires avaient dégarni leurs positions le 31 décembre dernier. Ils avaient été déployés dans d'autres zones de cette province notamment à Masisi pour combattre des groupes armés. Leur départ avait occasionné le déplacement des populations qui craignent pour leur sécurité.

RDC: des ONG dénoncent les arrestations des opposants à la révision de la constitution. Douze ONG de défense des droits de l'homme membres de la Plateforme pour la promotion des valeurs républicaines déplorent des intimidations, menaces et arrestations des personnes qui s'opposent à la modification de la constitution en RDC. Elles disent craindre une restriction des libertés individuelles à l'approche des échéances électorales.

Equateur : 182 cas de viols recensés en 2014 au Sud-Ubangi. Cent quatre-vingt-deux cas de viols des femmes et jeunes filles ont été recensés en 2014 au Sud-Ubangi. Selon la Synergie de lutte contre les violences sexuelles dans ce district de l'Equateur, 80% des cas de viols concernent des jeunes filles âgées de 8 à 17 ans. A en croire la même organisation, la majorité des auteurs de viols sont des évadés de la prison de Gemena ou ont été libérés sur une décision de la justice. Ces évadés de la prison de Gemena seraient une menace pour les victimes et les personnes qui dénoncent les cas de viols. (Radio Okapi)

Equateur : 3 morts dans un conflit foncier à Bumba. Trois personnes ont été tuées et plusieurs autres gravement blessées à l'arme blanche et à l'arme à feu au cours d'un conflit foncier entre deux villages de Bumba, dans la province de l'Equateur. Les habitants de Yatota et de Zambo, dans le secteur de Bandayowa, se sont affrontés suite à une dispute autour des limites de leurs terres arables. La police est descendue sur les lieux pour rétablir l'ordre.

Beni : les FARDC délogent les ADF des camps Pilote et Issa. Les Forces armées de la RDC (FARDC), appuyées par la Brigade d'intervention de la Monusco, ont pris samedi 10 janvier le contrôle des camps Pilote et Issa, deux importants camps des rebelles ougandais des ADF. Selon le général Muhindo Akili Mundosi, commandant de l'opération Sokola1, menées pour désarmer ces rebelles actifs dans le territoire de Beni, les ADF ont décroché de ces positions sans combats.

RDC: les Libéraux démocrates socialistes se retirent de l'Opposition républicaine. Les députés nationaux de dix partis politiques composant le groupe parlementaire des Libéraux démocrates socialistes ont annoncé leur retrait de l'Opposition républicaine, plate-forme dirigée par le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo. Dans une déclaration de clarification succédant à la sortie du gouvernement de cohésion nationale, ce groupe parlementaire a affirmé n'avoir désormais que sa plénière comme seule instance décisionnelle. Son président, José Makila, a par ailleurs annoncé sa démission de la coordination de l'Opposition républicaine.

Dimanche 11 janvier

Province Orientale: le vice-Premier ministre de l'Intérieur évalue la situation sécuritaire. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab Mabudj, évalue la situation sécuritaire, économique et sociale de la Province Orientale. C'est dans ce cadre qu'il s'est entretenu tour à tour, vendredi 9 janvier, avec les députés de la Province Orientale, les membres du comité provincial de la sécurité, de la société civile ainsi que de la Fédération des entreprises du Congo (Fec). Boshab a profité de son séjour pour calmer la tension sociale, née de la suspension du maire de la ville de Kisangani, Augustin Osumaka, par un arrêté provincial qui l'accuse de malversation financière de l'entité placée sous sa gestion. Des militants du PPRD avaient organisé, le 3 janvier, une marche pour protester contre cette suspension. Selon les membres du bureau de l'Assemblée provinciale, la situation sécuritaire semble calme en Province Orientale, en dépit de poches résiduelles d'insécurité. Ils ont notamment évoqué l'irruption des rebelles ougandais des ADF à Mambasa, l'activisme des rebelles ougandais de la LRA dans le Haut-Uele, ainsi que la problématique des éleveurs nomades soudanais Mbororo dans la Bas-Uelé. Ces élus ont également dénoncé la résurgence du banditisme urbain ces dernières semaines dans les villes de Kisangani et Bunia. Des cas d'assassinats et vols à mains armées y sont devenues monnaie courante. Sur le plan économique, il a été noté que les activités reprennent progressivement. Cependant, la situation de la Sokimo ne fait que sombrer alors que Kibali gold était un atout pour relever cette société. Concernant la tension sociale observée dans la ville avec la suspension du maire, le bureau de l'Assemblée provinciale opte pour un arrangement à l'amiable. De son

côté, Evariste Boshab, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, a promis son accompagnement dans la recherche de solution à tous ces problèmes évoqués. Le même vendredi, il s'est notamment entretenu avec le comité de sécurité provincial, la Fec et les ONG de défense des droits de l'homme avant de se rendre samedi à Watsa et à Nabiro dans le Haut-Uele. (Radio Okapi)

Florent Mulumba: «Le MSR est favorable aux élections à venir». Le Mouvement social pour le renouveau (MSR) s'est dit favorable à la tenue des élections à venir. Ce parti de la Majorité présidentielle (MP) a exprimé son intention, samedi 10 janvier à Kinshasa, à l'ouverture de sa deuxième convention fédérale, axée sur les élections, la décentralisation ainsi que les élections urbaines, municipales et locales.

Mitwaba: la population appelée à observer les règles d'hygiène pour contrer le cholera. Mbowa Kalenga-Kumbo, administrateur du territoire de Mitwaba en charge de la politique, invite ses administrés à observer les règles d'hygiène pour éviter la propagation de cholera dans cette partie du Katanga. Il a lancé cet appel une semaine après que cette maladie a enregistré près de 200 cas suspects dont dix morts dans la zone de santé de Mufunga Sampwe à Mitwaba.

Loi électorale: une manifestation de l'opposition empêchée à Kinshasa. La police nationale a empêché, dimanche 11 janvier, la tenue d'une manifestation de l'opposition à Kinshasa. Des milliers de policiers ont été déployés tôt le matin sur le boulevard Triomphal pour empêcher le déroulement de cette activité, initiée par la plate-forme de l'opposition «Sauvons la RDC».

Kinshasa: une association appelle à la libération de l'ex-député Vano Kiboko. L'association culturelle "Lwanzo Lwa Mikuba" plaide pour la libération de l'ancien député national, Vano Kalembe Kiboko, détenu depuis deux semaines à la prison centrale de Makala. Le rapporteur de la Commission de suivi de cette structure, Denis Kabange, a sollicité cette libération, samedi 10 janvier, au cours d'un point de presse à Kinshasa. **Position du gouvernement.** Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a estimé que l'affaire Vano Kiboko devait être éclaircie par les autorités judiciaires du pays. «L'ex-député Vano Kiboko, s'il est à Makala, ce n'est pas du fait de la décision du gouvernement. C'est le parquet qui l'a mis à Makala et il n'y a que cette institution qui peut répondre à cette question. La séparation du pouvoir est très stricte dans notre pays», a-t-il indiqué. L'ancien député national du PPRD avait été arrêté le 29 décembre à Kinshasa par le Parquet général de la République, après avoir été empêché la veille par la Direction générale des migrations (DGM) de voyager pour Paris (France) avec sa femme et ses deux enfants. Selon son avocat, il est inculpé d'incitation à la haine tribale et de trouble à l'ordre public au Katanga. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : 3 personnes assassinées à Goma. Deux hommes et une femme ont été tués, dans la nuit de samedi 10 janvier, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Des auteurs de ces meurtres ne sont pas encore connus et cette situation a créé la psychose dans la ville volcanique. Selon le commandant de la police à Goma, colonel Nyambi Kota Koli, les deux hommes ont été abattus et leurs corps ont été déposés devant l'enclos d'une entreprise de construction dans le quartier Bujovu. Le colonel Nyambi Kota Koli explique que le gardien de cette entreprise de construction de route témoigne avoir vu, dans les heures avancées de la nuit, un véhicule non immatriculé déposer les corps avant de disparaître. La même source affirme que la femme a été étranglée par des personnes non identifiées et abandonnée non loin de sa résidence, au quartier Mikeno. (Radio Okapi)

RDC : le MLC appelle la population « à se prendre en charge » contre la révision de la loi électorale. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) invite les Congolais « à se prendre en charge » pour lutter contre tout changement de loi électorale et tout glissement qui entamerait le processus électoral en République démocratique du Congo. Au cours de son meeting tenu dimanche 11 janvier à Kinshasa, la secrétaire générale de ce parti, Eve Bazaiba, estime qu'il n'est pas tolérable que le peuple laisse les députés confisquer l'avenir du pays.

RDC : l'ex-M23 accuse Kinshasa de violer les déclarations de Nairobi. Le coordonnateur chargé de la mise en œuvre des déclarations de Nairobi pour le compte du M23, René Abandi, accuse le gouvernement de la RDC de violer ces textes. Dans sa lettre de démission remise samedi 10 janvier au président de l'ex-rébellion, il reproche au gouvernement de la RDC d'avoir pris une série de décisions qui expriment son refus de mettre en œuvre ces déclarations. Le M23 et le gouvernement de la RDC avaient signé deux déclarations à Nairobi au Kenya, mettant fin aux pourparlers de Kampala. L'une signée par le M23, marquait la dissolution de ce mouvement rebelle. Et l'autre signée par Kinshasa marquait l'engagement de la RDC à mettre en place le programme de démobilisation, désarmement et réinsertion sociale des anciens rebelles et à présenter au Parlement congolais un projet de loi d'amnistie des éléments du M23. Le point focal du M23 qui a démissionné de ce poste indique que Kinshasa ne se considère plus tenu par sa signature et organise un rapatriement qui ignore les déclarations de Nairobi. De son côté, le coordonnateur national du mécanisme de suivi de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, François Mwamba rejette ces accusations. Il indique que la RDC reste « totalement engagée dans ce processus ». « Le rapatriement qui est en cours est fait sur la base d'un

protocole d'accord signé en bonne et due forme entre la RDC et l'Ouganda et contresigné par la CIRGL [Conférence internationale pour la région des Grands lacs] et la SADC [Communauté des Etats de l'Afrique australe]», affirme François Mwamba qui pense que ce processus est « transparent et volontaire. (Radio Okapi)

Lundi 12 janvier.

RDC : forte controverse autour du projet de loi électorale. L'Assemblée nationale entame lundi 12 janvier l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi électorale. C'est ce qu'indique le communiqué officiel de la chambre basse du Parlement publié depuis le week-end. Avant la séance consacrée à l'examen de cette loi, la classe politique congolaise est divisée sur cette question. La majorité au pouvoir encourage la modification de la loi électorale alors que l'opposition la qualifie d'inopportune.

Ituri : la chute de deux obus crée la panique à Mambasa. La chute de deux obus le week-end dernier dans la forêt du territoire de Mambasa, en Ituri (Province Orientale) a causé la panique au sein de la population. Selon l'administrateur de ce territoire, à environ 200 km au sud-ouest de Bunia, ces obus ont détruit les champs des paysans. Le commandant du secteur opérationnel des FARDC en Ituri indique que les militaires sont à pied d'œuvre pour identifier l'origine de ces tirs.

RDC: Jacques Djoli appelle au retrait du projet de loi électorale. Le sénateur Jacques Djoli demande au gouvernement congolais de retirer son projet de loi électorale dont l'examen est prévu lundi 12 janvier de l'Assemblée nationale. Les opposants soupçonnent les députés de la Majorité de vouloir prolonger tacitement le mandat du président de la République subordonnant l'organisation de la présidentielle par l'identification de la population.

Kasaï-Oriental: pas d'engouement pour consulter les listes électorales provisoires. La campagne de consultation des listes électorales provisoires, clôturée samedi 10 janvier, n'a pas connu d'engouement au Kasaï-Oriental. Cette opération a permis aux électeurs de consulter les listes électorales provisoires affichées dans les différents sites électoraux pour vérifier leurs noms.

Kinshasa déterminé à appliquer la déclaration de Nairobi malgré la démission d'un cadre de l'ex-M23. Le coordonnateur chargé de la mise en œuvre des déclarations de Nairobi pour le compte de l'ex-rébellion du M23, René Abandi, a démissionné de ses fonctions, accusant le gouvernement congolais de non respect des engagements pris à Nairobi. Pour sa part, le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'accord cadre d'Addis-Abeba, François Muamba, indique qu'il s'agit là des manœuvres dilatoires. François Muamba affirme que le rapatriement des ex-M23 réfugiés en Ouganda se fait sur base d'un protocole d'accord. Intervenant sur Radio Okapi lundi 12 janvier, François Muamba a déclaré : «Première chose: je prends acte. Deuxième chose, je constate que, ceci résulte des problèmes internes dans cet ex-mouvement rebelle. Troisièmement, le prétexte qui est évoqué, s'agissant des modalités de rapatriement est totalement dilatoire. Parce que ce rapatriement se fait sur base d'un protocole d'accord. Et que donc, s'agissant de la question de savoir si on rapatrie les gens sur une base volontaire ou pas, ceci ne souffre d'aucune discussion.» Les raisons avancées par René Abandi sont des prétextes, estime François Muamba, qui réaffirme concernant « la mise en œuvre de ce qui avait été signé le 12 décembre [2013] à Nairobi,[que] la République démocratique du Congo reste totalement engagée.» Le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'accord cadre d'Addis-Abeba assure que le processus de paix et de stabilisation amorcé par le gouvernement congolais va se poursuivre, malgré la démission René Abandi. Dans une lettre signée le 10 janvier à Kampala en Ouganda, adressée au président de l'ex-M23, René Abandi justifie sa décision par le non respect des engagements pris à Nairobi par le gouvernement congolais. Il accuse le gouvernement congolais d'organiser un rapatriement des ex-combattants M23, qui viole les déclarations de Nairobi. (Radio Okapi)

Traque contre ADF: la coalition FARDC-Monusco reprend des positions "stratégiques" à Beni. La coalition FARDC-Monusco a délogé les rebelles ougandais des ADF de plusieurs localités du territoire de Beni (Nord-Kivu). A environ deux semaines du lancement de la deuxième phase de cette opération, dénommée « Umoja II », l'armée régulière, appuyée par la Brigade d'intervention de la Monusco, contrôle des localités stratégiques notamment celles d'Abya, de Mavume, des camps Pilote et Issa.

RDC: tension à l'Assemblée nationale lors de l'examen du projet de loi électorale. La plénière de l'Assemblée nationale consacrée à l'examen du projet de loi modifiant la loi électorale a été perturbée lundi 12 janvier par des députés de l'opposition. Ces derniers ont tenté, à coups de sifflet et des chansons, d'empêcher l'examen de ce projet de loi proposé par le gouvernement. Mais l'examen du projet de loi a finalement eu lieu. Le texte a été déclaré recevable. L'opposition avait annoncé le boycott des séances consacrées à l'examen du projet de loi modifiant la loi électorale. Elle le juge inopportun. Pour les opposants, la majorité veut, à travers cette loi, obtenir le « glissement du mandat du président de la république », en retardant les élections pour lui permettre d'aller au-delà de 2016.

Découpage territorial: plaidoyer pour le rattachement de Kolwezi au Haut-Katanga. L'association socioculturelle «Lwanzo Lwa Mikuba» s'oppose que le district de Kolwezi soit rattaché à la future province de Lwalaba, conformément à la loi fixant les limites de nouvelles provinces de la RDC, adoptée à l'Assemblée nationale vendredi dernier. Le président de cette structure, René Lumuna, l'a affirmé dans un entretien accordé dimanche 11 janvier à Radio Okapi.

RDC: la police disperse une manifestation de l'opposition contre le projet de loi électorale. La police a dispersé lundi 12 décembre une manifestation de l'opposition dont les militants projetaient d'aller exprimer leur opposition à l'examen du projet de loi modifiant la loi électorale au Parlement. Un imposant dispositif sécuritaire déployé autour du siège du Parlement n'a pas permis aux manifestants d'accéder au Palais du peuple.

Katanga: Gabriel Kyungu lance une pétition contre le découpage territorial. « Le Katanga continue à dire non au découpage territorial et, à cet effet, l'Union nationale de fédéralistes du Congo a déjà initié une pétition pour contrer la mise en application de ce projet », a déclaré lundi 12 janvier Gabriel Kyungu Wa Kumwanza, président national de ce parti et président de l'assemblée provinciale du Katanga. Il a fait cette déclaration trois jours après l'adoption à l'Assemblée nationale de la loi fixant.

Mardi 13 janvier.

RDC: l'Asadho désapprouve la subordination des élections au recensement de la population. L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) désapprouve la subordination des prochaines élections au recensement de la population. Selon cette ONG, cette procédure va prolonger le mandat de l'actuel chef de l'État qui doit s'achever en 2016. Dans une lettre adressée aux «démocrates» de la Majorité présidentielle, l'Asadho leur demande de se désolidariser de ceux qui veulent permettre au président de la république de briguer un troisième mandat.

Sud-Kivu: plus de 300 personnes victimes de la pluie à Katogota. Plus de 300 personnes vivent dans des conditions difficiles après qu'une forte pluie a détruit 80 maisons, il y a une semaine, dans la localité de Katogota, située à plus de 60 km au Sud de Bukavu (Sud-Kivu). Selon le président du Conseil territorial de la jeunesse d'Uvira, André Byadunia, ces personnes passent la nuit à la belle étoile.

Sud-Kivu: 4 des 20 groupes armés «complètement démantelés», selon les FARDC. Deux semaines après le début des opérations militaires menées contre les rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL) au Sud-Kivu, la Monusco avance un bilan provisoire de 29 blessés, 2 morts et des combattants FNL en débandade. De leur côté, les FARDC ont parlé, lundi 12 janvier lors du café de presse à la Monusco/Bukavu, de 39 tués depuis le début des opérations Sokola 2 en octobre dernier. Quatre des vingt groupes armés actifs dans la province sont «complètement démantelés», selon la même source.

Regain d'insécurité à Likasi: 5 morts. Cinq corps sans vie ont été retrouvés en trois jours à différents endroits de la ville de Likasi au Katanga. Selon plusieurs sources sur place, certains corps portent des traces des coups de poignard. Ces informations ont été confirmées mardi 13 janvier par le commissariat de la police de Likasi qui a appelé la population locale à collaborer pour démanteler les auteurs de ces tueries.

Katanga: faible consultation des listes électorales. L'opération de consultation des listes électorales provisoires s'est clôturée samedi 10 janvier sur toute l'étendue de la RDC. Dans certaines cités et villes du Katanga, peu d'électeurs se sont rendus dans les sites aménagés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) pour vérifier si leurs noms figuraient sur les listes électorales. L'absence de sensibilisation et le découragement des électeurs sont à la base cette faible affluence, selon des sources locales.

Kinshasa: controverse autour du bilan de la manifestation de l'opposition. Le bilan de la manifestation de l'opposition dispersée lundi à Kinshasa est controversé. Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, a affirmé, mardi 13 janvier, qu'il y a une centaine de partisans de l'opposition arrêtés par la police. Il a notamment cité le président du Front d'intégration sociale (Fis), Kudura Kasongo, qui, selon lui, a reçu des balles au niveau des pieds.

Des députés du Katanga désapprouvent le rattachement de Kolwezi à la province de Lualaba. Une trentaine de députés nationaux élus du Katanga désapprouvent le rattachement de Kolwezi à la future province du Lualaba, qui sera créée à la suite de la loi fixant les limites des provinces. Ce projet de loi a été adopté à l'Assemblée nationale. Si cette loi est promulguée par le chef de l'Etat, elle fera passer le nombre de provinces de la RDC de 11 à 25 en plus de la ville de Kinshasa, comme prévu dans la constitution.

Annulation du sommet de Luanda sur la RDC: réactions contrastées. Le ministre des Affaires étrangères de l'Angola avait annoncé sur RFI un sommet de la CIRGL et de la SADC pour la mi-janvier, sommet confirmé par le président sud-africain, il y a tout juste une semaine. Finalement, cette rencontre, qui devait confirmer l'option militaire contre la rébellion hutu rwandaise des FDLR sur laquelle insiste le Conseil de sécurité a été annulée par Luanda qui dit laisser la main à l'ONU. La première réaction à cette annulation est venue du Rwanda. Sur son compte twitter la chef de la diplomatie rwandaise a salué la décision de l'Angola. « Le président Dos Santos se soucie vraiment et comprend la valeur de la stabilité régionale », s'est en effet réjouie sur Twitter dès vendredi, Louise Mushikiwabo. La ministre rwandaise des Affaires étrangères qui, la veille, dans les colonnes du New Times avait estimé que le sommet de Luanda était une « perte de temps et d'argent » et qu'il fallait agir contre les FDLR. Le Rwanda et l'Angola se sont rapprochés ces derniers mois. Un rapprochement couronné par la visite en Angola en décembre du président rwandais Paul Kagamé. Une rencontre qualifiée d' « historique » par le chef de la diplomatie angolaise. Le gouvernement congolais avait-il été averti, comme Kigali de l'annulation du sommet ? Toujours est-il que ce même vendredi, il avait été évoqué lors d'une conférence de presse par Lambert Mende, porte-parole du gouvernement congolais. Hier soir à Kigali, face à quelques journalistes, le patron de la Monusco, Martin Kobler, n'évoquait pas l'annulation du sommet, le qualifiant simplement d'incertain. M. Kobler a toutefois martelé que la Monusco était prête et que les opérations militaires contre les FDLR pourraient commencer dès le feu vert de Kinshasa. **Mécontentement sud-africain.** Du côté de Pretoria, on ne cache pas son mécontentement et l'on demande des explications à Luanda. L'Afrique du Sud est membre de la SADC accusée – comme la RDC – par Kigali de tout faire pour éviter les opérations contre les FDLR. (RFI)

Mercredi 14 janvier.

RDC : Vital Kamerhe déplore les difficultés de mise en œuvre du découpage territorial. Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, déplore les difficultés de mise en œuvre du découpage territorial dont le projet de loi a été adopté vendredi 9 janvier à l'Assemblée nationale. Si elle est votée au Parlement, cette loi va faire éclater les 11 provinces actuelles de la RDC en 26. « Sans bureau administratif, sans cadre qualifié. On va le faire comment ? », s'interroge Vital Kamerhe, avant d'ajouter : « On n'a pas su prendre en charge 11 provinces, comment on fera pour supporter 26 provinces. » Sans en dire davantage, l'opposant estime que ce découpage territorial fait partie d'une stratégie pour retarder les prochaines élections. « C'est toujours des stratégies pour retarder les élections. Nous ne voulons pas de distraction. Les élections locales doivent être renvoyées après 2016 », conclut-il. **Des jeunes « kabilistes » saluent le découpage territorial.** A l'Équateur, l'Union de jeunes patriotes kabilistes (UJPK), une organisation de la Majorité présidentielle salue l'adoption du projet de loi sur le découpage territorial. Son président, Joël Ilangila, invite le Sénat à adopter, à son tour, ce projet de loi. « L'Union des jeunes patriotes kabilistes saluent l'adoption à l'Assemblée nationale de la loi fixant les limites des provinces dans sa globalité et attend de la chambre haute de notre Parlement le même engagement pour l'intérêt supérieur de notre nation », souligne-t-il. Par ailleurs, l'UJPK soutient le programme de réhabilitation des infrastructures routières initié par le gouvernement provincial de l'Équateur. Selon elle, ce programme va permettre de préparer la matérialisation du découpage territorial. (Radio, Okapi)

L'érection de Lusambo en chef-lieu de la province du Sankuru saluée au Kasai-Oriental. La population de Lusambo se réjouit de l'érection de leur cité en chef-lieu de la future province de Sankuru ((Kasai-Oriental). Les chefs de 32 groupements du territoire de Lusambo, venus de leurs fiefs respectifs, ont organisé des manifestations de joie pour manifester leur soutien aux députés nationaux qui ont adopté, vendredi 9 janvier, la loi fixant les limites des provinces en RDC.

Ituri : une délégation FARDC-Monusco discute avec la FRPI sur le désarmement volontaire. Une délégation mixte composée des Forces armées de la RDC et de la Monusco discute depuis mardi 13 janvier avec les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) de Cobra Matata à Aveba, localité située à 80 kilomètres au Sud de Bunia (Province Orientale). Le débat entre les deux parties s'articule autour du désarmement volontaire de ce groupe armé. Les miliciens refusent de se rendre et exigent notamment l'amnistie.

Nord-Kivu: les FARDC délogent les Maï-Maï Cheka de 4 localités de Walikale. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repris, mercredi 14 janvier, le contrôle des localités de Mpofo, Luvungi, Kigoma et Kailenge qui avaient été investies, le week-end dernier, par les miliciens Maï-Maï Cheka. Des sources militaires de la région accusent ces miliciens de Nduma défense of Congo (NDC) d'avoir pillé des boutiques et extorqué les populations de ces villages.

Beni: 11 criminels condamnés à des lourdes peines. Onze criminels ont écopé, mardi 13 janvier, des peines allant de 5 ans de servitude pénale principale à la peine capitale dans un jugement prononcé par le tribunal militaire de garnison de Beni (Nord-Kivu). Cette juridiction les poursuivait pour participation à un mouvement insurrectionnel et violence.

Equateur : des membres de la société civile invitent la Ceni à organiser l'élection du gouverneur. Trente jours après la mort de l'ancien gouverneur de la province de l'Équateur, Louis-Alphonse-Daniel Koyagyalo, la coordination provinciale de la Dynamique de la Société Civile de cette province accuse Kinshasa d'ourdir un complot Kinshasa pour maintenir aux affaires l'actuel gouvernement provincial réputé démissionnaire. Au cours d'un point de presse tenu mercredi 14 janvier, Célestin Engelemba, membre de cette plate-forme regroupant différentes tendances de la société civile, a invité le ministère de l'Intérieur du gouvernement central à notifier la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à organiser rapidement ce scrutin. (Radio Okapi)

Un projet de loi qui divise la RDC. En RDC, l'opposition est contre l'adoption de ce projet de loi qui préconise l'organisation d'un recensement général avant la présidentielle de 2016. Certains craignent une manœuvre de Kabila pour rester au pouvoir. Ce texte de loi subordonne l'organisation de la présidentielle de décembre 2016 par l'organisation préalable d'un recensement de la population. Une opération longue, qui prolongerait tacitement le mandat du président Joseph Kabila selon Maître Jean-Claude Katende, le président de l'Asadho, l'Association africaine de défense des droits de l'Homme : "Ils ont trouvé une autre stratégie pour faire en sorte que le mandat du président Joseph Kabila aille au-delà de 2016. Dans la mesure où ils conditionnent les élections présidentielles de 2016 par l'accomplissement de l'identification des citoyens congolais. Cette identification qui pourrait commencer en 2015, va prendre à peu près 4 ans. Tout calcul fait, c'est que nous serons au-delà de 2016. L'option qui est prise viole même la Constitution qui est la loi fondamentale." (DW)

Nord-Kivu: la Monusco se félicite de l'action menée avec les FARDC contre les ADF. La Monusco se félicite de l'action menée avec l'armée congolaise et de la participation des populations dans la traque contre les rebelles ougandais des ADF dans le Nord-Kivu. Au cours de la conférence de presse des Nations unies organisée mercredi 14 janvier à Kinshasa, le porte-parole militaire de la mission onusienne, le colonel Prosper Félix Basse, a indiqué que cette entente a permis de reconquérir certaines régions qui étaient occupées par ce groupe armé.

Manifestation de l'opposition: Clément Kanku déplore la réaction de la police. Le président du parti de l'opposition Mouvement pour le renouveau, Clément Kanku, dénonce la répression de la manifestation de l'opposition organisée lundi 12 janvier à proximité du siège du Parlement à Kinshasa. Les opposants avaient prévu de se rendre au Palais du peuple pour exprimer leur désapprobation de l'examen du projet de loi modifiant la loi électorale. Ils avaient été dispersés par la police.

Jeudi 15 janvier.

Une bagarre entre militants de l'UDPS et jeunes dissidents du parti dégénère à Mbuji-Mayi. Les activités ont été perturbées mercredi 14 janvier au quartier Simis à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) à la suite d'une bagarre entre les membres de la ligue des jeunes de l'UDPS et des dissidents de ce parti politique. Ces derniers qui ont adhéré il y a peu à un parti de la Majorité présidentielle auraient tenté d'implanter le drapeau de leur nouveau parti devant l'un des lieux de rassemblement de l'UDPS, appelés «Parlement debout».

Sud-Kivu : restauration graduelle de la sécurité dans la plaine de la Ruzizi. Les habitants des villages situés dans la plaine de la Ruzizi, dans le Sud-Kivu, saluent la restauration graduelle de la sécurité dans leur contrée. Selon des témoignages recueillis sur place, l'opération militaire « Kamilisha Usalama 2 », qui bénéficie de l'appui de la Monusco, a pu contrer l'action des milices locales dans cette zone. Ce sont les Maï Maï des différentes obédiences qui insécurisaient la population dans la plaine de la Ruzizi, en particulier dans la cité de Sange, affirment des témoins. Les FARDC se sont lancées à leur poursuite depuis le déclenchement des opérations militaires Sokola 2. Quelques Maï Maï ont fui vers Kalemie, d'autres ont pris la direction de Bujumbura, selon Jean-Paul Ombaze Lisala, commandant du commissariat de police de Sange. Des habitants des villages situés dans la plaine de la Ruzizi ont dit à Radio Okapi leur souhait de voir les forces négatives être mises totalement hors d'état de nuire. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : 3 morts dans un accrochage entre l'armée et les miliciens à Tulongye. Trois personnes sont mortes dans un accrochage qui a opposé dans la nuit de mercredi à jeudi 15 janvier les Forces armées de la RDC à un groupe d'hommes armés supposés appartenir au groupe Yakutumba. Les combats ont eu lieu à Tulongye, un village situé à 35 km au sud de Lulimba (Sud-Kivu).

Kinshasa: le journal «C-News» interdit d'imprimer chez Recto-verso. «C-News», un bihebdomadaire paraissant à Kinshasa, dénonce l'interdiction qui le frappe d'imprimer son journal à l'imprimerie Recto Verso du Groupe de presse Le Potentiel. Selon Me Papy Mbaki Ndongela, avocat-conseil du journal C-News, l'imprimeur aurait signifié à son client avoir pris cette décision en exécution d'un ordre de l'Agence nationale de renseignements (ANR).

Equateur : la police présente une dizaine de «Kuluna». La police de Mbandaka, dans la province de l'Équateur, a présenté mercredi 14 janvier huit suspects accusés de banditisme urbain «Kuluna». Selon le commissaire urbain de la police, le colonel Gilbert Mande, le leader de ce groupe, un certain Reagan Wena, était déjà recherché pour avoir amputé l'avant-bras d'une quinquagénaire dans le quartier Mbandaka II. Deux femmes, dont l'épouse d'un officier de police parti en mutation, font partie de cette bande.

Bukavu: marche de l'opposition contre le nouveau projet de loi électorale. Une marche pacifique s'est déroulée ce jeudi 15 janvier dans la matinée, dans la ville de Bukavu, à l'initiative des partis politiques de l'opposition du Sud-Kivu. Selon les organisateurs, cette marche avait pour but d'exprimer leur rejet du projet de loi relatif à la révision de la loi électorale déposé par le gouvernement à l'Assemblée nationale. Ils ont également dénoncé d'autres manœuvres entreprises par la pouvoir pour prolonger le mandat du président de la République au-delà de 2016.

Ituri : affrontements entre les FARDC et la FRPI à Walendu Bindi. Des violents combats opposent depuis jeudi 15 janvier dans la matinée les Forces armées de la RDC aux miliciens de la Force de résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) de Cobra Matata. Les deux protagonistes s'affrontent dans la chefferie des Walendu-Bindi. Les forces loyalistes affirment que ce sont des miliciens qui les ont attaqués. Aucun bilan n'est encore disponible.

RDC: l'Assemblée nationale vote la loi sur la libéralisation du secteur des assurances. La loi portant code des assurances a été adoptée mercredi 14 janvier à l'Assemblée nationale, après l'harmonisation des divergences entre les deux chambres du Parlement. Le secteur des assurances, dont le monopole était assuré par la Société nationale d'assurances (Sonas) va être libéralisé à partir de cette loi, une fois promulguée, a précisé le vice-président de la commission économique de l'Assemblée nationale, Jean-Baptiste Kumasamba. Le Sénat et l'Assemblée nationale ont notamment convenu de rendre obligatoire l'assurance des véhicules de l'État à l'exception de ceux l'armée et de la police affectés aux opérations. Selon la législation en vigueur, la Sonas exerce le monopole des assureurs en RDC. Mais, elle est confrontée à plusieurs difficultés depuis quelques années. Les syndicalistes ont plusieurs fois déploré le non paiement de salaires et le détournement de fonds. De leur côté, certains assurés lui reprochent de ne pas indemniser correctement les sinistrés. (Radio Okapi)

La Chine veut poursuivre sa coopération économique avec la RDC. En visite à Kinshasa, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a déclaré jeudi 15 janvier que son pays voulait continuer sa coopération économique avec la RDC. « La Chine va continuer à développer la coopération mutuellement avantageuse dans le domaine économique en vue de réaliser la coopération gagnant-gagnant et contribuer à la prospérité partagée de deux pays », a affirmé le chef de la diplomatie chinoise au sortir de son entretien avec son homologue congolais, Raymond Tshibanda. Le ministre chinois a indiqué que la RDC était un partenaire important pour son pays sur le continent africain. Le ministre des Affaires étrangères chinois a également évoqué la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, souhaitant voir cette partie du pays vivre en paix. Le ministre chinois a aussi évoqué les questions de développement, proposant le soutien de son pays. « Aujourd'hui, la RDC veut réaliser la modernisation de son agriculture, le développement de l'industrie minière ainsi que le développement des infrastructures avec la construction notamment des centrales hydrauliques. Je pense que dans ce domaine, nous pouvons tout à fait devenir le meilleur partenaire », a souligné le chef de la diplomatie chinois. (Radio Okapi)

RDC: 4 ONG dénoncent les obstructions au droit de manifester. Quatre organisations de la société civile se disent très inquiètes des violations des libertés et droits fondamentaux reconnus aux citoyens en République démocratique du Congo (RDC). Dans un communiqué conjoint publié mercredi 14 janvier, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj), la Ligue contre la fraude, Justicia et la Nouvelle société civile congolaise déplorent notamment la répression des manifestations politiques organisées par l'opposition.